



REPUBLIQUE FRANCAISE

Département du Var

DECISION DU MAIRE

**Mise en place d'un avenant n°1 portant modification des prix pour circonstances imprévisibles « Accord-cadre AOO1_ALIM2022
« Plats cuisinés surgelés et produits festifs salés »
Lot n° 47 – DC24**

Le Maire de la Commune de Le Val, Var,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°2020-022 du 19 juin 2020 portant délégation au Maire de certaines attributions du Conseil Municipal,

La société SYSCO est titulaire du marché AOO1_ALIM2022 Lot n°47 – DC24.

Afin de faire face à un surcroît d'effectifs, et à la remunicipalisation de certaines activités, la commune de LE VAL a dû augmenter ses commandes de denrées alimentaires.

Par conséquent, ces commandes ont engendré des dépenses supplémentaires.

La commune du VAL doit, pour ses besoins de restauration, augmenter le montant maximum de commandes sur le lot n° 47 DC24 qui était de 4 000.00 € HT annuel, soit 8 000.00 € HT biannuel, et qui doit être porté à 6 6 000.00 € annuel, soit 12 000.00 € HT biannuel, soit une augmentation de 50 %.

Les nouveaux montants minimum et maximum annuels pour lot sont donc les suivants :

	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel
Annuellement	2 200.00 € HT	6 000.00 € HT
Sur la totalité de l'accord-cadre soit biannuellement	2 200.00 € HT	12 000.00 € HT

Envoyé en préfecture le 15/07/2024

Reçu en préfecture le 15/07/2024

Publié le

ID : 083-218301430-20240709-63D_2024-AU

DECIDE**Article 1 :**

De valider la mise en place d'un avenant n°1 pour le lot n°47 – DC24 « Plats cuisiné surgelés et produits festifs salés ».

Article 2 :

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Maire de la commune.

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Brignoles.

Fait à LE VAL, le 09 juillet 2024

Le Maire,

Jérémy GIULIANO



La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la justice Administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 15/07/2024

Reçu en préfecture le 15/07/2024

Publié le

ID : 083-218301430-20240709-63D_2024-AU